

Science économique
Chapitre ... : Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
<p>Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?</p> <p><i>Vocabulaire : Intégration économique, Marché unique, Zone euro, Croissance économique, Politique européenne de la concurrence, Banque centrale européenne, Politique monétaire, Politique budgétaire, Déficit de coordination des politiques conjoncturelles, Chocs asymétriques.</i></p> <p><i>Rappel de 2^{de} et 1^{ère} : Solde budgétaire, Banque centrale, Crédit bancaire, Taux d'intérêt, Politique de la concurrence, Abus de position dominante, Entente.</i></p>	<p>☞ Connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro). <p>☞ Comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre les effets du marché unique sur la croissance. - Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence. - Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture. <p>☞ Savoir et comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (déficit de coordination, chocs asymétriques).

Sensibilisation et problématisation :



→ Vidéo – Europe : Une France en perte de vitesse ?
https://www.youtube.com/watch?v=F_czO16YzxA

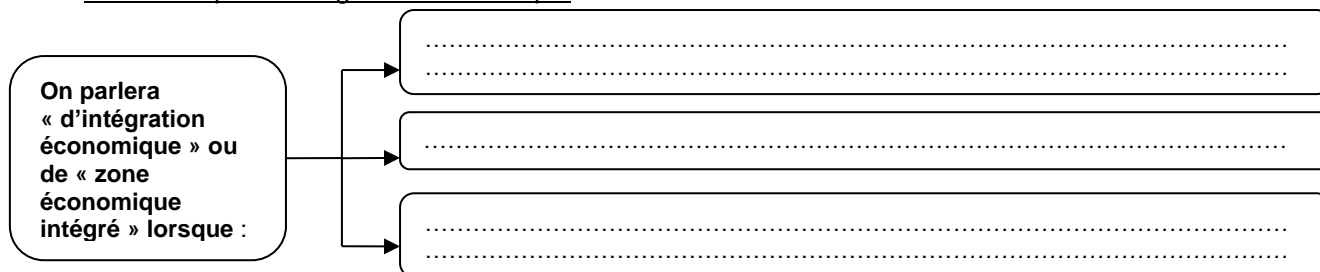
→ Quels sont les politiques économiques aussi bien structurelles (marché unique, politiques de concurrence) que conjoncturelles (politiques monétaire et budgétaires) mises en place dans le cadre européen ? Quels en sont les avantages et les limites pour les pays membres ?

A. Les politiques structurelles de l'UE : comment le marché unique et la politique de la concurrence visent-ils à stimuler la croissance ?

1) Quels sont les effets du marché unique sur la croissance ?

a) Une intégration économique progressive au sein de l'UE

1- Qu'est-ce qu'une intégration économique ?



2- Podcast - De 1950 à nos jours : l'histoire de l'UE

<https://www.touteurope.eu/histoire/podcast-de-1950-a-nos-jours-l-histoire-de-l-union-europeenne/>

Q1 Qu'est-ce qui a justifié la mise en place de traités entre les pays européens ?

Q2 A l'aide du podcast, complétez la chronologie avec les événements marquants de l'UE.

1951 : Création de la (.....) par ... pays (....., Allemagne, Italie,, Luxembourg, Pays-Bas). Cet accord a permis à ces 6 pays de s'échanger du charbon et de l'acier sans avoir à payer des droits de douane.

1957 : Signature du traité de qui marque la naissance de la CEE (communauté économique – ex Union Européenne).

1968 : Levé des entre les pays c'est-à-dire que les pays faisant partis de la CEE n'ont plus à payer de taxe douanière lorsqu'ils commercent entre eux. En plus, les pays membres appliquent les mêmes droits de douane aux pays ne faisant pas partis de la CEE, grâce à un tarif extérieur commun. On parle alors d'**Union Douanière**.

1979 : Création du **européen** pour doter la CEE d'une institution politique (dans laquelle siègent les 751 députés européens – dont 74 députés européens français aujourd'hui).

1985 : Accord de Schengen : liberté de circulation entre les pays européens signataires de cet accord.

1986 : Acte **européen** qui a élargi les compétences de la CEE, notamment en matière de politique étrangère et a permis la création d'un **marché unique** (définitivement acté par le traité de Maastricht).

1992 : **de Maastricht**, qui marque la naissance de l'..... (et donc le « marché unique/commun européen ») et donne un accord de principe à la création de l'euro.

→ Ce traité repose sur 4 principes majeurs : libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux.

→ Il impose aussi aux pays de respecter certaines règles budgétaires, appelés « critères de convergence/Maastricht » (comme par exemple, ne pas dépasser 3% de PIB de déficit public, 60% de PIB de dette publique) avant la mise en place de l'€.

2002 :, comme monnaie utilisée par l'ensemble des acteurs économiques des pays de la zone euro. Toutefois, tous les pays de l'Union Européenne ne font pas forcément partis de la zone euro (et donc n'ont pas l'€ comme monnaie).

1er février 2020 : : sortie du Royaume Uni de l'UE.

3- Les différentes étapes d'une intégration économique

Selon la "Théorie de l'intégration économique" (1961) de B. Balassa (1928-1991), il existe 5 degrés d'intégration.

- **La zone de Libre-échange**, qui se caractérise par une diminution ou une suppression des barrières douanières à l'intérieur de la région. Ce type d'accord laisse libre chaque membre de sa politique commerciale envers les pays extérieurs à la zone. [...] L'ALENA, zone de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada créée en 1992 en fournit un exemple.

- **L'union douanière** est une zone de libre-échange dont les membres décident d'adopter une politique commerciale unique vis-à-vis du reste du monde, en fixant des tarifs douaniers extérieurs communs. Le MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) est organisé sur ce mode depuis sa création en 1991.

- Dans un **marché commun**, les pays membres ajoutent à l'union douanière la libre circulation des facteurs de production (capital, travail, brevets...). Cela suppose une harmonisation poussée des réglementations nationales.

- **L'union économique** peut se définir par l'adoption d'objectifs de politique économique communs, ce qui conduit à une harmonisation progressive des politiques économiques dans la zone. Pour B. Balassa, cela inclut une **politique monétaire commune**.

- La construction d'une véritable fédération d'États constitue le degré ultime d'intégration économique, ce que [l'auteur] appelle "**l'intégration totale**" : à l'union économique et monétaire s'ajoute la constitution d'un pouvoir politique fédéral, avec l'harmonisation des politiques fiscales et sociales.

A. Beitone et alii, *Économie*, coll. « Aide-mémoire », Sirey, 2004



Le marché unique regroupe 27 pays de l'UE. La zone euro regroupe les pays de l'UE qui ont adopté la monnaie unique, l'euro (11 en 1999, 20 en 2024)

© DILA 2023 | vie-publique.fr

Zone de libre-échange	Union douanière	Marché commun	Union Economique	Union économique et monétaire	Union Politique
.....	????
.....
.....
.....
Dates :	Dates :	Dates :	Dates :	Dates :
.....
.....

Q1 Caractériser les différentes étapes de l'intégration économique dans le schéma ci-dessus et illustrez par des dates, événement du document 2.

Q2 Pourquoi peut-on parler d'un processus d'« intégration économique » entre les pays européens ?

Q3 En quoi l'Euro s'inscrit-il dans la continuité de la construction européenne de 1951 ?

→ Documents 3 et 4 p.121 Répondre aux questions proposées.

S'entraîner - Autoévaluation et Mobilisation des connaissances, p.121

b) Les effets du marché unique sur la croissance économique



→ Vidéo - Document 1 p.122 « Après le Brexit, le Bregret : ces Britanniques regrettent l'UE », <https://www.youtube-nocookie.com/embed/xibCpgR9K4I?rel=0&enablejsapi=1&loop>

4- Les effets attendus du marché unique

Les bienfaits attendus du marché unique ou grand marché		
Disparition des barrières douanières	Marché plus vaste	Plus forte concurrence
↓	↓	↓
.....
↓	↓	↓
.....
↓	↓	↓
.....
↓	↓	↓
.....
↓	↓	↓
.....
+ autres utilisations possibles des gains de productivité.		

→ Document 2 p.122 Répondre aux questions proposées.

→ Documents 3 et 4 p.123 Répondre aux questions proposées.



S'entraîner - Autoévaluation et Mobilisation des connaissances, p.123

2) Quelle politique européenne de la concurrence dans l'UE ?

a) Objectifs et modalités de la politiques de la concurrence

5- Pas de marché unique sans la politique de concurrence

La politique de la concurrence est une composante historique de la construction européenne, et ce depuis les années 1950. Le marché unique européen est supposé garantir et fonctionner avec une concurrence libre, loyale et non faussée. Selon la théorie économique néoclassique, une concurrence libre, loyale et non faussée est un moyen d'amélioration économique. La pression effectuée par les potentiels concurrents sur les entreprises présentes sur le marché et la concurrence qu'elles se livrent entre elles doivent encourager l'innovation, qui améliore leur efficacité et leur compétitivité. Elle conduit également à faire baisser les prix pour les consommateurs et augmenter la diversité des produits présents sur le marché. Les consommateurs peuvent donc accéder à plus de biens, et à des biens moins chers. Une meilleure concurrence est donc un cadre susceptible d'offrir des avantages pour le progrès économique et social. Cette politique concurrentielle est ainsi censée donner à l'industrie européenne un cadre juridique et des conditions économiques qui lui permettent de se moderniser pour faire face à la concurrence internationale. La Commission est donc chargée de l'application des règles anti-trust (des ententes, des abus de position dominante, des monopoles, des concentrations) et contrôle également les aides accordées par les États membres aux entreprises les aides d'État.

Jules Lastennet et Justine Daniel « La concurrence dans l'Union européenne », www.touteteurope.eu, 7 février 2019.

Q1 Qu'est-ce que la politique européenne de concurrence ?

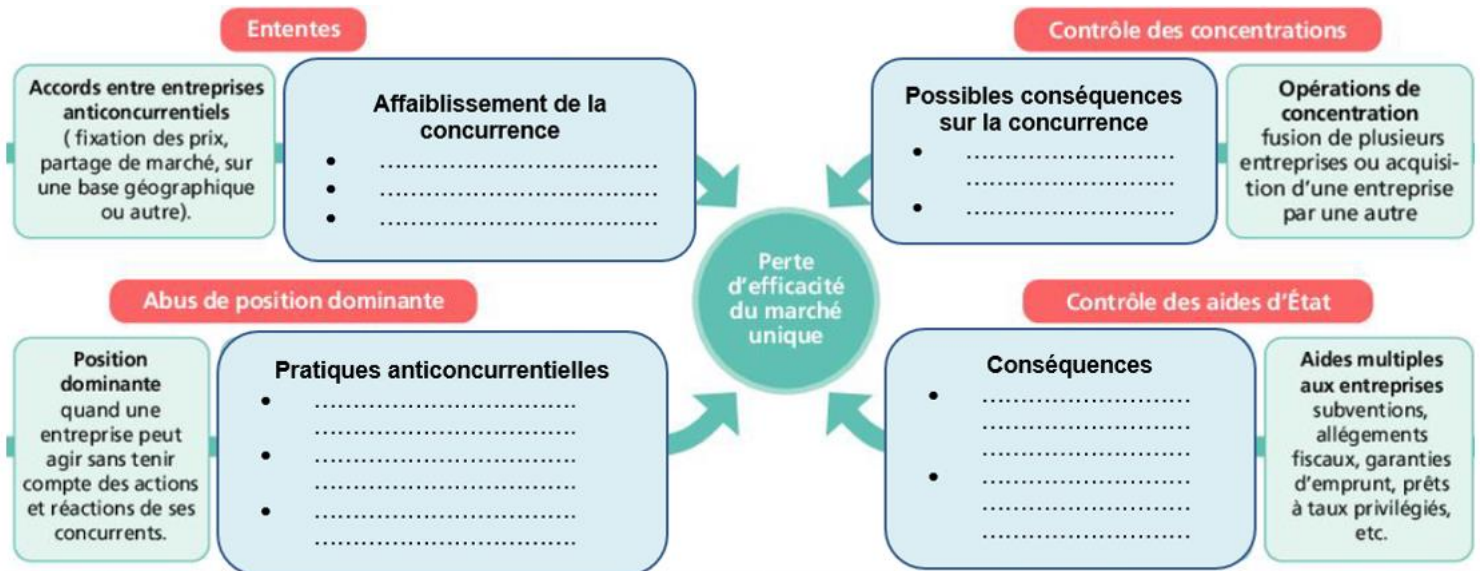
Q2 Pourquoi la concurrence peut-elle être un moyen d'« amélioration économique » ?

Q3 Expliquez comment la Commission européenne assure le maintien d'une concurrence libre, loyale et non-faussée.

Q4 A quelles sanctions s'exposent les entreprises ayant des pratiques anti-concurrentielles ?

→ Document 1 p.124 Répondre aux questions proposées.

6- Les quatre domaines de la politique européenne de la concurrence - A compléter.



7- Exercice - Reliez les exemples ci-dessous à l'un des quatre volets de la politique européenne de la concurrence.

- En 2016, la Commission européenne a condamné un cartel de cinq constructeurs de camions pour avoir retardé l'introduction de filtres anti-pollution.
- Les collectivités territoriales ont l'obligation de notifier la Commission européenne des régimes d'aides qu'elles envisagent.
- En février 2019, la Commission a refusé le projet d'acquisition du français Alstom par l'allemand Siemens.
- Depuis les années 1990, les monopoles (services postaux, le gaz, le chemin de fer) ont été ouverts à la concurrence.
- En 2013, Microsoft a été sanctionné pour avoir incorporé son propre navigateur internet Explorer à Windows.



→ Document 4 p.125 Répondre aux questions proposées.

b) Des limites : la politique de concurrence contre la politique industrielle ?

8- Plus de concurrence : plus efficacité, plus d'inégalités ?



Dessin de Faujour.

Depuis les années, 1980, l'Union européenne et les États membres ont conduit des politiques de libéralisation des services publics de réseau (communications, énergie, transports), avec l'ouverture progressive à la concurrence d'activités jusque-là organisées en situation de monopole national ou territorial. [...] [D'après une étude], [si] on introduit de la concurrence, celle-ci tend à être oligopolistique seul un petit nombre d'entreprises entrent en jeu, souvent à l'échelle européenne (le marché de l'électricité est ainsi dominé entre quatre acteurs), ce qui limite la concurrence et leur donne beaucoup de latitude pour fixer les prix ou la variété des services.

Pierre Bauby, « Europe et services publics : un bilan des libéralisations », Alternatives économiques, 18 février 2019.

Q1 Quels sont les bénéfices attendus pour les consommateurs de l'introduction de la concurrence dans des secteurs bénéficiant auparavant de monopoles légaux ?

Q2 Comment la libéralisation peut-elle expliquer la raréfaction de certains services publics dans les zones rurales ?

Q3 À propos de l'introduction de la concurrence dans le transport ferroviaire, défendez ou rejetez, en 5 à 10 lignes, l'affirmation suivante : L'introduction de la concurrence ne peut se traduire que par des concentrations, des ententes et des inégalités d'accès au transport ferroviaire.



9- Vidéo - Le rejet de la fusion Alstom Siemens

<https://www.france24.com/fr/20190206-ue-bruxelles-commission-europeenne-interdit-projet-fusion-siemens-alstom>

Q1 Quel était le projet entre Alstom et Siemens ?

Q2 Sur quel base juridique la commission européenne a refusé ce projet ? Quels sont les arguments utilisés ?

Q3 Quels sont les arguments utilisés par les gouvernements français et allemand pour favoriser cette fusion-acquisition ?

10- Complément de cours à compléter :

La politique de la concurrence est parfois accusée de s'opposer à la politique qui vise à améliorer les performances des entreprises et la puissance industrielle d'un pays (voire d'une zone économique). Par conséquent, la politique de la concurrence nuirait aussi à la des entreprises, et donc à l'emploi, en sanctionnant les entreprises par des amendes et en refusant certaines opérations de Ces critiques émergent à l'aune des pratiques de puissances commerciales concurrentes, en particulier les États-Unis et la Chine. La politique de la concurrence serait mise en œuvre de manière plus dans l'Union européenne que dans les autres pays (notamment les États-Unis) et serait plus contraignante envers les aides d'État. Il faut toutefois noter que les refus sont très peu nombreux. Certaines entreprises anticipant la difficulté à conclure la concentration, renonceraient à présenter des projets et, parfois, seraient in fine rachetées par des entreprises en dehors de l'UE (par exemple le groupe Pirelli racheté par la société chinoise CNRC). Par conséquent, la politique de la concurrence nuirait à l'émergence de grands européens, et particulièrement dans des secteurs stratégiques et de haute technologie. Or, ces grands groupes européens seraient un facteur d'....., de croissance et d'..... Ces groupes seraient des concurrents des champions nationaux chinois qui eux bénéficient d'une politique industrielle (« Nouvelles routes de la Soie » par exemple), ou encore des firmes américaines davantage protégées contre la concurrence mondiale depuis l'élection de Donald Trump (mesures protectionnistes).

Eduscol



S'entraîner

- Autoévaluation et Mobilisation de connaissances, p.125

B. Les politiques conjoncturelles de l'UE : comment la politique monétaire et les politiques budgétaires agissent-elles sur la conjoncture ?

1) Une politique monétaire unique conduite de manière indépendante par la BCE



11- Vidéo - La BCE et l'Eurosystème

<https://www.youtube-nocookie.com/embed/J-lqqG16OA>

Q1 Qu'est-ce que l'Eurosystème ? Quel est son objectif principal ?

Q2 Comment les décisions sont-elles prises en son sein ?



12- Vidéo - Qu'est-ce qu'une politique monétaire ?

<https://www.youtube.com/watch?v=11°-6CbYOI8>

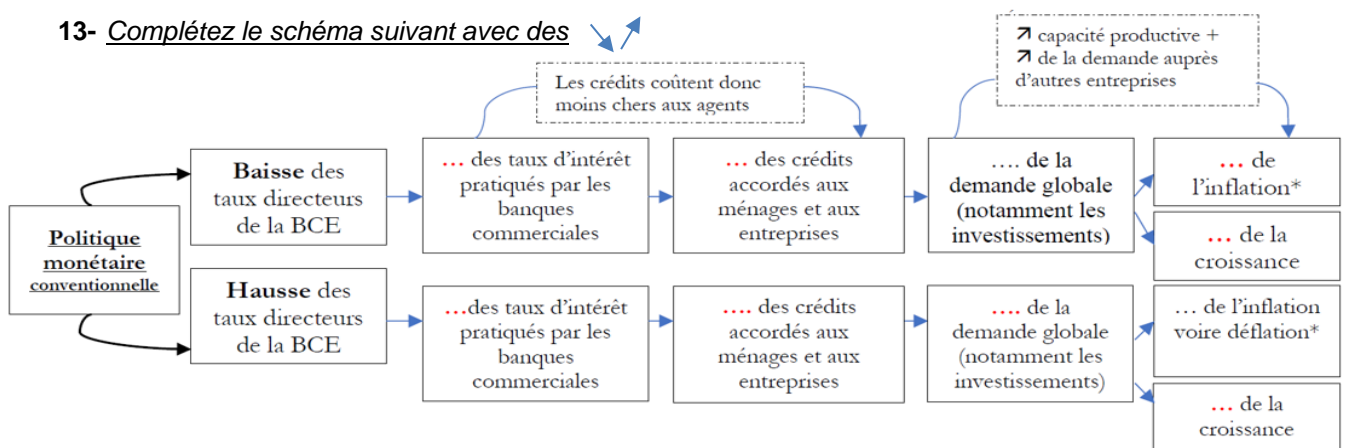
Q1 Qui mène la politique monétaire ? Quelle est la mission principale de la BCE ?

Q2 Quel est l'outil conventionnel de la politique monétaire ? Comment agit-il sur l'économie ?

Q3 Pourquoi la variation du taux directeur agit indirectement sur le niveau général des prix de l'économie ?

Q4 Quels sont les outils de la politique monétaire non-conventionnelle ?

13- Complétez le schéma suivant avec des



→ Document 1 p.126 Répondre aux questions proposées.

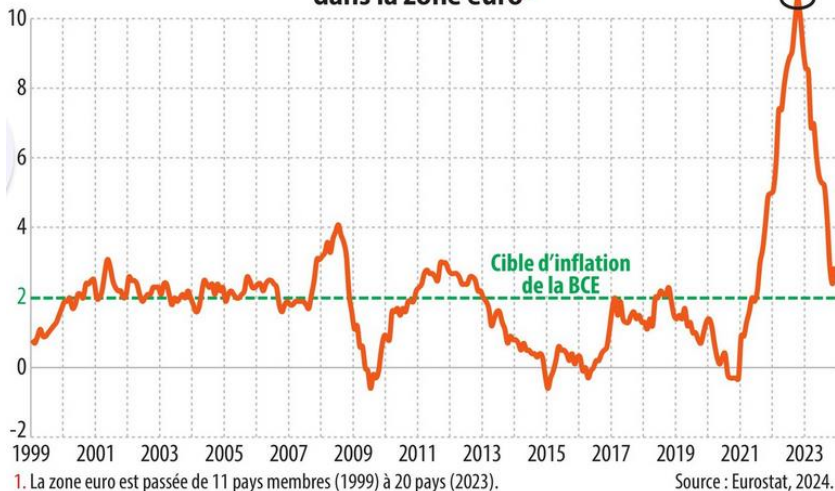
... en + des questions du manuel :

Q1 Dégagez les grandes périodes d'évolution des taux directeurs depuis la création de l'euro en 1999.

Q2 La politique monétaire de la BCE vous paraît-elle aussi réactive que celle de la FED aux Etats-Unis ?

14- L'inflation en zone euro

Variation annuelle de l'Indice des prix à la consommation harmonisé dans la zone euro¹



Q1 Rédigez une phrase présentant la signification précise de la donnée entourée.

Q2 Dégagez les grandes périodes d'évolution de l'inflation dans la zone euro depuis 1999, selon que l'inflation est inférieure ou supérieure à la cible de 2 % la BCE.

Q3 Comment ont évolué les taux directeurs de la BCE entre 2008 et 2022 ? Après 2022 ? Utilisez le document 1 p.127.

Q4 Recherchez le taux d'inflation et le niveau de l'inflation actuellement en France. Commentez.

→ Document 4 p.127 (Exercice) Répondre aux questions proposées.

Récapitulatif :

Expliquez comment la politique de la banque centrale européenne peut permettre de générer de la croissance économique ?

La banque centrale européenne (BCE) lutte contre l'..... ou peut chercher à favoriser la Economique. Pour cela, elle utilise un instrument dans le cadre de sa politique monétaire dite conventionnelle : les taux d'intérêts Si elle souhaite favoriser la croissance et l'emploi, la BCE doit ses taux d'intérêt directeur, améliorant alors les conditions de financement des banques commerciales ou banque de rang. Les banques commerciales ont plus de facilités à offrir des aux entreprises (et aux ménages), ce qui accroît la masse en circulation. Les crédits octroyés stimulent la demande de biens de consommation (consommation) et de biens de production (.....), il en découle une hausse de la demande globale à laquelle répondent les entreprises en accroissant leur La politique monétaire dite de relance est alors facteur de croissance et favorise l'emploi. A l'inverse, en période de hausse rapide du niveau moyen des prix (inflation), la BCE mène une politique monétaire dite restrictive en ses taux d'intérêts directeurs, ce qui réduit le crédit et la masse de monnaie en circulation. La demande de biens et services est alors freinée, ce qui freine du même coup l'..... : la BCE peut ainsi maintenir le taux d'inflation en dessous du seuil visé de 2%.



S'entraîner - Autoévaluation et Etude de document, p.127

2) Une politique budgétaire du ressort de chaque pays membre mais contrainte par des traités

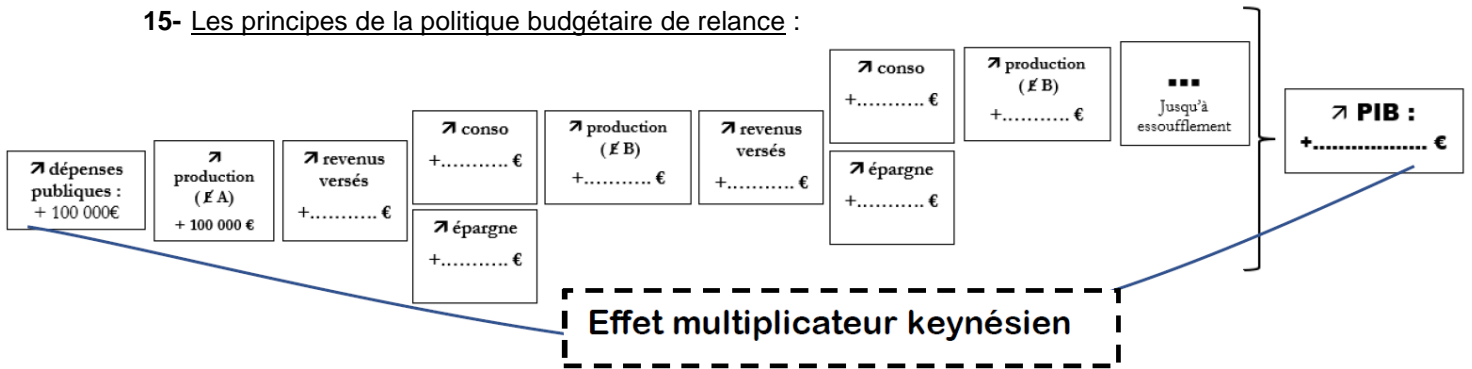


→ Vidéo – Document 1 p.128 Répondre aux questions proposées. <https://www.youtube-nocookie.com/embed/MaXjsYE2hyY?rel=0&enablejsapi=1&loop>

Le rôle de « stabilisateur automatique » du budget de l'Etat et la politique budgétaire volontariste :

- Le budget des administrations publiques agit sur la conjoncture, en particulier sur la croissance, positivement via des dépenses publiques et négativement via des prélèvements. Mais, en retour, les variations de la croissance ont un effet automatique sur le budget de l'Etat. Quand la conjoncture est morose (récession = baisse du PIB, par exemple), automatiquement, certaines dépenses publiques augmentent et certains prélèvements diminuent... ce qui réduit l'ampleur de la récession : le budget public joue le rôle de « stabilisateur automatique ».
- La politique budgétaire, elle, consiste à changer volontairement le niveau des dépenses publiques ou des prélèvements pour agir sur la conjoncture.

15- Les principes de la politique budgétaire de relance :



- Q1 Complétez le schéma ci-dessus et expliquez.
 Q2 Qu'est-ce que l'effet multiplicateur keynésien ?
 Q3 Quels sont les limites d'une politique budgétaire de relance ?
 Q4 Proposez un schéma décrivant les mécanismes d'une politique budgétaire de rigueur.

16- Exercice - Distinguez les mesures qui relèvent des « stabilisateurs automatiques » d'une politique budgétaire volontaire. Vous indiquerez aussi si les propositions ont un effet de relance ou de rigueur.

- Hausse des recettes d'impôts sur les bénéfiques.
- Aides publiques aux ménages pour l'isolation du logement.
- Fermeture de maternités.
- Hausse du taux de TVA.
- Hausse du nombre de chômeurs indemnisés.
- Revalorisation du SMIC et du RSA.
- Rénovation des tribunaux.
- Réduction du nombre de fonctionnaires.
- Baisse du nombre de bénéficiaires du RSA.
- Diminution des recettes de TVA.

	Effet de relance	Effet de rigueur
Stabilisateurs automatiques		
Politique budgétaire		

→ Documents 3 et 4 p.129 Répondre aux questions proposées.

Adopté en juin 1997, le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) est l'instrument dont les pays de la zone euro se sont dotés afin de coordonner leurs politiques budgétaires nationales et d'éviter l'apparition de déficits budgétaires excessifs. Il a été renforcé en 2012 par la TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance).

17- Récapitulatif : Compléter le tableau ci-dessous

	Les politiques économiques conjoncturelles au sein de l'UE	
	Politique monétaire	Politique budgétaire
Principe général	Agir sur le pour inciter ou non les agents économiques à investir via le taux d'intérêt, et donc faire varier la globale	Agir sur les et les publiques afin de stimuler ou non la demande globale
Menée par ...	La	Les
Degré de marge de manœuvre des états (+ objectif et limite).	Aucune. La BCE est et a pour unique objectif de lutter contre <u>Objectif</u> : permettre une plus grande visibilité pour les investisseurs <u>Limite</u> : Pas/peu de possibilité de mener une politique monétaire pour générer de la croissance	La politique budgétaire est menée par les est encadrée par des traités européens. Déficit : ; Dettes publiques : <u>Objectif</u> : limiter l'aléa moral <u>Limite</u> : réduit les marges de manœuvre des états en cas de crise économique

3) Une situation qui soulève des difficultés : défauts de coordination et chocs asymétriques



Vidéo → Document 1 p.130 Répondre aux questions proposées. « Covid 19, une lame de fond économique » <https://geo.dailymotion.com/player.html?video=x7ud63d>

→ Documents 2 et 3 p.130-131 Répondre aux questions proposées.



Vidéo → Document 4 p.131 Répondre aux questions proposées. « Le plan de relance européen » <https://geo.dailymotion.com/player.html?video=x7z8k0i>

18- Récapitulatif - Complétez le document ci-dessous

Difficultés	Risques <i>Perte d'efficacité des politiques économiques conjoncturelles</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Chocs asymétriques : événement ayant un impact seulement dans un ou quelques pays, ou avec une intensité différente selon les pays. 	<p>Les Etats perdent la possibilité de faire face à un choc asymétrique par une variation du taux de change. (En cas de crise, une dépréciation de la monnaie permet généralement de favoriser les exportations). La politique monétaire étant unique, elle n'est pas en capacité de faire face aux différents chocs asymétriques qui pourraient, par définition, ne concerner qu'un seul pays. Les politiques budgétaires sont donc les seules à pouvoir faire face à des chocs asymétriques mais les contraintes qui pèsent sur elles en matière de déficit et de dette publics (PSC) rendent leur efficacité limitée.</p> <p>Ex. tirés des documents étudiés :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Défauts de coordination : La coexistence d'une politique commune à l'ensemble des pays de la zone € et de politiques nationales rend difficile la coordination des politiques économiques. 	<p>Ce défaut de coordination entre politiques budgétaires nationales et politique monétaire européenne s'explique par des situations contradictoires entre pays de la zone euro, certains ayant besoin d'un soutien important de leur activité économique, d'autres moins. En l'absence de coopération, chaque pays a intérêt à se comporter en « passager clandestin » en laissant les autres pays assumer le coût de la politique de relance et en récoltant les fruits. Cette situation soulève un problème de coopération dans la mise en œuvre des politiques budgétaires, problème qui disparaîtrait si l'UE avait un budget plus conséquent, permettant de mener une politique de relance au nom de l'UE.</p> <p>Ex. tirés des documents étudiés :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

 **S'entraîner** - Autoévaluation et Raisonnement, p.131